

[Text]

four, plastic recycling; five, community involvement in plant environmental discussions; and finally, linking compensation of managers in environmental performance. This is the position of your international president. Is this your position in Canada?

Mr. J.A. Walsh (Vice-President, Government Affairs, Du Pont Canada): I could respond to that. That is a very good question, Mr. Caccia. Our Canadian president spoke to the Queen's University MBA students two weeks ago and outlined in detail what our policies were as a Canadian company, in terms of these specific areas. Let me take you through where we in Canada are on this issue and how we have arrived at where we are.

Mr. Woolard's speech was the second one. He made one initially in London, back in January, which you may have picked up on, where he zeroed in on the same things. First of all, Du Pont of Canada are completely on board and completely in tune with what our 75%-owned parent is saying. We are supportive. We are moving ahead in some areas faster than they are.

Mr. Caccia: Who owns who?

Mr. Walsh: Du Pont of U.S. owns 75% of Du Pont Canada. Let me just go into the specifics. In waste minimization, 90% of the effluents that we have now are completely controlled and completely looked after in terms of CEPA, the Canadian Environment Protection Act legislation, and in terms of MESA, for the provincial people. Our objective is to get that down to half the level of what is left by the year 1995, which is ahead of what is required by law. You know what we did in terms of getting out of the lead business when you were the Minister of Environment in the other government.

- 0945

On the wildlife side, we in Canada have five facilities. You may have heard that two weeks ago we announced the donation of 22 acres of marsh wetland in Catarauqui to the Catarauqui Conservation Authority adjoining our plant. This is land we bought when we built the plant back in the 1940s. We were concerned that it would have been zoned to be turned into condominiums, etc.

Mr. Caccia: Mr. Walsh, excuse me for interrupting. I just need his confirmation of a very short point made by his international president. He says further in his speech:

I realize that zero emissions in an absolute analytical sense may not be possible. But for all practical purposes, zero emissions where necessary may be achievable.

[Translation]

troisièmement, élimination des pigments de métal lourd dans certains plastiques; quatrième, recyclage des plastiques; cinquième, participation de la population locale aux discussions sur les problèmes environnementaux des usines; finalement, relations entre la rémunération des cadres et les performances en matière de protection environnementale. C'est donc la position prise par votre président international. Est-ce également votre position au Canada?

M. J.A. Walsh (vice-président, Affaires gouvernementales, Du Pont Canada): Je pourrais en effet répondre. C'est une très bonne question, monsieur Caccia. Notre Président canadien a parlé aux étudiants de maîtrise en gestion des affaires de l'université Queen il y a 15 jours et a exposé dans le détail nos lignes de conduite dans ces différents domaines pour ce qui est de la société canadienne. Je vais vous expliquer où nous en sommes au Canada à ce sujet et comment nous y sommes parvenus.

Le discours de M. Woolard était le deuxième. Il en avait d'abord prononcé un à Londres en janvier dans lequel il avait insisté sur les mêmes choses. Tout d'abord, Du Pont Canada va tout à fait dans le même sens que sa société mère qui détient 75 p. 100 de ces actions. Nous sommes bien d'accord. Dans certains domaines, nous allons même plus vite que la société mère.

M. Caccia: Qui est propriétaire de qui?

M. Walsh: Du Pont États-Unis est propriétaire de 75 p. 100 de Du Pont Canada. Permettez-moi de m'arrêter un peu sur les détails. Pour ce qui est de la réduction minimum des déchets, 90 p. 100 des effluents que nous avons aujourd'hui sont entièrement contrôlés et surveillés aux termes de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement ainsi que de l'entente des ministres de l'Environnement pour le palier provincial. Notre objectif est de passer à 95 p. 100 d'ici à l'an 1995, ce qui est plus rapide que ce que prévoit la loi. Vous savez ce que nous avons fait à propos du plomb lorsque vous étiez ministre de l'Environnement dans l'ancien gouvernement.

Pour ce qui est de la faune, nous avons au Canada cinq usines. Vous avez peut-être entendu dire qu'il y a deux semaines nous avons annoncé que nous donnions 22 acres de marécage au *Catarauqui Conservation Authority* qui se trouve à côté de notre usine de Catarauqui. C'est un terrain que nous avons acheté lorsque nous avons construit l'usine dans les années 40. Nous nous inquiétions que le zonage permette d'y construire un jour des condominiums.

M. Caccia: Monsieur Walsh, permettez-moi de vous interrompre. Je voudrais simplement que vous confirmiez un petit détail annoncé par votre président international. Il a en effet déclaré:

Je reconnais que l'élimination totale des émissions au sens purement analytique n'est peut-être pas possible. Mais à toutes fins pratiques, on peut probablement y parvenir là où c'est nécessaire.